



DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES

	<p style="text-align: center;">PERMIS DE STATIONNEMENT 2026/44</p> <p style="text-align: center;">KAVAK.F Bâtiment Mise en place de 5 modules de base de vie et de clôtures bardées « Pôle Santé le Jasmin Etoilé »</p> <p style="text-align: center;">PARC DE CLAIRFONT</p>
--	---

Le Maire de la commune de Toulouges

Vu le code de la sécurité intérieure notamment l'article L 131-1,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et liberté des collectivités locales,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213.1 à L2213.6,

Vu le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8,

Vu l'arrêté interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – quatrième partie – signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussée – approuvée par l'arrêté interministérielle du 16 février 1988 modifié)

Vu la demande de prolongation présentée le **lundi 9 février 2026 par monsieur Mohamed KAVAK (06.85.37.98.92)** concernant la mise en place de 5 modules de base de vie et de clôtures bardées au droit du **n° 3 boulevard de Clairfont** afin d'avoir une proximité immédiate sur le chantier du **« Pôle Santé le Jasmin Etoilé »**.

Considérant qu'il y a lieu de mettre en place une base de vie et l'installation de clôtures bardées afin de respecter la clientèle de la guinguette « Au rendez-vous de Clairfont » à l'intérieur du Parc et afin d'avoir une proximité directe avec le chantier du **« Pôle Santé le Jasmin Etoilé »** dans un but de sécurité publique autour de celui-ci.

ARTICLE 1: Du **mardi 17 février 2026 jusqu'au 12 février 2027 inclus**, une base de vie est mise en place à l'intérieur du Parc de Clairfont jouxtant la clôture du futur « Pôle Santé le Jasmin Etoilé » durant toute la période de travaux.

ARTICLE 2: Du **mardi 17 février 2026 jusqu'au 12 février 2027 inclus**, des grilles Héras protégeront la zone d'implantation ainsi que des clôtures bardées, l'accès se fera exclusivement par Naturopole afin d'assurer la sécurité des usagers.

ARTICLE 3: La signalisation temporaire modifiant le stationnement et la circulation des véhicules est mise en place par les soins de l'intervenant de façon apparente, conformément à la législation en vigueur notamment l'instruction interministérielle sur la législation routière (livre 1 – 8^{ème} partie signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes en vigueur.

ARTICLE 4: Le bénéficiaire de l'autorisation doit souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

ARTICLE 5: La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable.

ARTICLE 6: Tout conducteur de véhicule est tenu de se conformer strictement à cette signalisation. Les contraventions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi, les véhicules des contrevenants sont enlevés et conduits à la fourrière municipale DANIEL REMORQUAGE 27 rue Louis Piquemal 66240 SAINT ESTEVE.

ARTICLE 7: Le présent arrêté est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Toulouges.

ARTICLE 8: Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier 6 rue Pitot 34063 MONTPELLIER CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication éventuellement au moyen d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux déposé auprès du Maire dans les mêmes délais.

ARTICLE 9: Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Chef de service de police Municipale, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TOULOUGES, le 17 février 2026


Pour le Maire empêché,
le 1^{er} Adjoint
Laurent LOPEZ
Nicolas BARTHE

Transmis :

Demandeur
Service technique
Centre de secours
Gendarmerie
Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine
Pôle transport, Pôle déchets